de la peine de mort. En effet, quels que soient les amendements qui seront adoptés au cours de la discussion, je voterai ce projet parce qu'il deviendra une loi comme il y en a peu dans les annales de l'histoire de France.

Je souhaite simplement que, sur le problème que j'évoque, nous accomplissions, les uns et les autres, un pas pour rapprocher nos positions et essayer de trouver, au moins sur un point, une solution de conciliation.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je tiens à marquer l'importance et la solennité du vote intervenu il y a un instant. Pour M. Pierre Bas, pour vous, monsieur le président, pour M. Raymond Forni, pour M. Alain Richard et pour tant d'autres amis, je souligne la signification particulière que revêt ce qui vient d'être acquis.

Dans un tel moment, monsieur Pierre Bas, si je n'écoutais que mon cœur, et non ma raison, je vous donnerais satisfaction. Nous avons longtemps cheminé parallèlement, même si nous n'étions pas alors côte à côte.

J'ai déjà expliqué que pour préserver la portée et la force symbolique du texte, le moment n'est pas venu de se préoccuper de la définition de nouvelles peines. Il sera bien temps d'envisager cette question lorsque vous sera soumise la réforme du code pénal.

C'est la seule raison pour laquelle le Gouvernement s'oppose à cet amendement.

M. le président. Mme Missoffe a présenté un amendement, n° 11, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 2. »

Cet amendement est devenu sans objet.

Je suis saisi de deux amendements, n° 2 rectifié et 18, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 2 rectifié, présenté par M. Séguin, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 2 :

« I. — Il est institué au sommet de l'échelle des peines en matière criminelle une peine d'exclusion à vie.

« II. — La première phrase de l'article 717 du code de procédure pénale est rédigée comme suit :

« Les condamnés à la peine d'exclusion à vie ainsi que les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité ou à temps purgent leur peine dans une maison centrale. »

« III. — L'article 223 du code pénal est complété par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois si la victime est un agent de la force publique ou un agent de l'administration pénitentiaire, la peine sera l'exclusion à vie.

« IV. — L'article 392 du code pénal est complété par le nouvel alinéa suivant :

« En cas de récidive, l'assassinat est puni de l'exclusion à vie. »

« V. — Les alinéas 1 et 2 de l'article 304 du code pénal sont rédigés comme suit :

« Le meurtre sera puni de l'exclusion à vie lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime.

« Le meurtre sera également puni de l'exclusion à vie lorsqu'il aura eu pour objet soit de préparer, faciliter ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit. »

« VI. — Le dernier alinéa de l'article 355 du code pénal est rédigé comme suit :

« Si l'enlèvement a été suivi de la mort du mineur, la peine sera celle de l'exclusion à vie. »

« VII. — Après le premier alinéa de l'article 720-2 du code de procédure pénale, il est inséré le nouvel alinéa suivant :

« En cas de condamnation à la peine d'exclusion à vie, la période de sûreté définie à l'alinéa précédent est de plein droit fixée à vingt ans sans possibilité de réduction. »

« VIII. — L'article 720-4 du code de procédure pénale est complété par le nouvel alinéa suivant :

« Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux condamnés à la peine d'exclusion à vie. »

« IX. — Après l'article 720-4 du code de procédure pénale, il est inséré un nouvel article 720-5 ainsi rédigé :

« En cas de condamnation à la peine d'exclusion à vie, la cour d'assises du lieu de détention se prononce dans les six mois qui précèdent l'expiration de la période de sûreté sur la prolongation éventuelle de cette période.

« Elle est saisie à la diligence du ministère public qui recueille préalablement l'avis du juge de l'application des peines.

« La cour d'assises entend en audience publique le condamné assisté de son conseil, ainsi que les témoins dont la déposition lui aura paru utile. Si la cour estime que le condamné ne présente pas de gages suffisants de réadaptation sociale, elle prolonge la période de sûreté pour une durée comprise entre un et cinq ans. La sentence est prononcée par la cour après délibération conjointe avec le jury. De nouvelles prolongations peuvent, le cas échéant, être décidées selon les mêmes modalités. »

L'amendement n° 18, présenté par M. Pierre Bas, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 2 :

« La peine de mort est remplacée par la peine de l'internement incompressible. Les condamnés à la peine de l'internement incompressible ne peuvent bénéficier, pendant une période de vingt années, d'aucune des dispositions relatives aux réductions de peine et à l'aménagement de l'exécution des peines. »

L'amendement n° 2 rectifié n'est pas soutenu. (*Sourires.*)

La parole est à M. Pierre Bas, pour soutenir l'amendement n° 18.

M. Pierre Bas. Dans cette affaire, je veux faire preuve jusqu'au bout d'esprit de conciliation et d'entente. Bienheureux les artisans de paix !

Je retire donc cet amendement (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur divers bancs.*) en espérant que le Gouvernement voudra bien manifester à l'égard de l'opposition, à laquelle j'appartiens, le même esprit de conciliation.

M. le garde des sceaux. Merci, monsieur Pierre Bas.

M. le président. L'amendement n° 18 est retiré.

M. Nungesser a présenté un amendement, n° 23, ainsi rédigé :

« Compléter l'article 2 par les mots : « à l'exception des textes concernant les quatre cas prévus à l'article premier ».

Compte tenu du vote intervenu à l'article 1^{er}, cet amendement est devenu sans objet.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(*L'article 2 est adopté.*)

Après l'article 2.

M. le président. M. Charles a présenté un amendement n° 5 ainsi rédigé :

« Après l'article 2, insérer le nouvel article suivant :

« Tout condamné à la réclusion criminelle à perpétuité ou à la détention criminelle à perpétuité sera interdit de séjour à vie dans le département où il aura commis son crime ; il sera en outre interdit de séjour dans le ou les départements où seront domiciliés, au jour de sa libération, les ascendants ou descendants en ligne directe de sa ou ses victimes jusqu'à la mort de ces derniers. »

La parole est à M. Nungesser.

M. Roland Nungesser. Cet amendement tend à éviter les heurts qui pourraient se produire si l'assassin revenait sur les lieux de son crime et se retrouvait devant les parents de la victime.

Cette proposition est inspirée par le désir de préserver les familles des victimes, dont M. Charles et moi-même regrettons que l'on n'ait point assez parlé tout au long de ce débat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. Maintenant que le vote important est acquis, qu'on me permette une boutade.

Si la disposition proposée par l'amendement de M. Charles était en vigueur depuis longtemps, la situation dans notre pays serait fort complexe ! Cette interdiction perpétuelle poserait des problèmes inextricables.

Ainsi que l'a souligné l'un de mes collègues au cours du débat en commission, le criminel aurait tout intérêt à supprimer toute la descendance de sa victime pour pouvoir circuler librement dans le département d'où il est originaire ! La commission a donc repoussé cet amendement.

J'indique d'ailleurs à M. Nungesser que certaines dispositions du code de procédure pénale prévoient déjà une interdiction de séjour, dans des conditions limitées, pour ceux qui ont commis